

# Droit Administratif

45<sup>e</sup> année

Sous la direction de :

Jean-Bernard AUBY, Professeur à l'Université de Paris-II, Directeur  
du Juris-Classeur Administratif

Comité de rédaction :

Michel BAZEX, Professeur de droit public à l'Université de Nanterre-Paris-X

Paul LIGNIÈRES, Avocat à la Cour (Linklaters)

Martine LOMBARD, Professeur à l'Université Panthéon-Assas-Paris-II

Alain MÉNÉMÉNIS, Conseiller d'État, Professeur associé à l'Université Panthéon-Assas-Paris-II

N° 3 - MARS 2006

Alertes 6 et 7  
Études 5 et 6  
Commentaires 37 à 55  
Pratiques 3

## Concurrence

### 5 Les professions libérales et le droit de la concurrence

Étude par Marie-Dominique HAGELSTEEN,  
Conseiller d'État, Ancien président du Conseil  
de la concurrence (p. 6)

L'organisation corporative des professions libérales, notamment celle qui s'incarne dans les ordres professionnels, est source de régulières frictions avec le droit de la concurrence. L'auteur, ancien président du Conseil de la concurrence, explique l'origine de ces frictions.

## Contrats

### 6 Les contrats de mobilier urbain sont des marchés publics

Étude par François BRENET,  
Maître de conférences à l'université  
de Tours (p. 9)

## Urbanisme

### 53 Stations d'épuration et urbanisation en continuité

Conclusions de Dominique RÉMY,  
Commissaire du gouvernement (p. 30)

## Notamment ce mois-ci

### Repère

- 3 Droit administratif  
et *jus cogens* (p. 1)  
par Jean-Bernard AUBY

### Alertes

- 6 Les réformes de l'agriculture  
et le droit administratif (p. 2)

### ➤ 7 Veille de droit administratif espagnol (p. 2)

par Marta FRANCH i SAGUER,  
Professeur à l'université de Barcelone

### Commentaires

- 40 Marchés publics  
Retour sur les « marchés de  
l'article 30 » et la « procédure  
adaptée » (p. 18)  
par Alain MÉNÉMÉNIS

### ➤ 52 Régulations

À propos de la privatisation  
des SEM d'autoroutes (p. 26)  
par Michel BAZEX

### Pratiques

- 3 Les modifications de la  
composition des groupements  
entre les candidatures et les offres  
(p. 33)  
par Paul LIGNIÈRES et Ruxandra LAZAR

# Sommaire

## REPÈRE (page 1)

- Droit administratif et *jus cogens* ..... n° 3

## ALERTES (page 2) ..... n° 6 et 7

## ÉTUDES (page 6)

- Les professions libérales et le droit de la concurrence ..... n° 5
- Les contrats de mobilier urbain sont des marchés publics .. n° 6

## COMMENTAIRES

### COLLECTIVITÉS TERRITORIALES (page 17)

#### • Services publics locaux

La possibilité de constituer des GIP en matière d'assainissement ..... n° 37

#### • Communes

Les pouvoirs du maire en matière de certificats d'insolvabilité ..... n° 38

### CONTRATS (page 18)

#### • Délégations de service public

La conclusion d'une DSP doit-elle être précédée de la consultation du comité technique paritaire ? ..... n° 39

#### • Marchés

Retour sur les « marchés de l'article 30 » et la « procédure adaptée » ..... n° 40

Dans quelle mesure peut-on modifier la composition d'un jury ? ..... n° 41

### DOMAINE (page 20)

#### • Appartenance au domaine public

Un gîte rural communal appartient au domaine public ..... n° 42

#### • Domaine public maritime

À propos de la zone des cinquante pas géométriques ..... n° 43

### ENVIRONNEMENT (page 22)

#### • Sites

Contentieux des classements : les pouvoirs du juge ..... n° 44

## FONCTION PUBLIQUE (page 23)

### • Discipline

Les obligations de dignité et d'exemplarité pesant sur les commissaires de police ..... n° 45

## POLICE (page 23)

### • Armes et munitions

Qui peut être autorisé à détenir une arme d'épaule de 4<sup>e</sup> catégorie ? ..... n° 46

## PROCÉDURE (page 24)

### • Juridictions administratives

Le principe d'impartialité appliqué aux chambres régionales des comptes ..... n° 47

### • Actes susceptibles de recours

Les avis de la Commission des clauses abusives ne sont pas susceptibles de recours ..... n° 48

### • Délais

Non-application de l'article 18 de la loi du 12 avril 2000 aux rapports entre l'État et les collectivités territoriales ..... n° 49

### • Jugements

La modulation dans le temps des effets des jugements ..... n° 50

### • Tierce-opposition

La tierce-opposition à un jugement concernant l'appartenance d'un bien au domaine public ..... n° 51

## SERVICES PUBLICS ET RÉGULATIONS (page 26)

### • Régulations

À propos de la privatisation des SEM d'autoroutes ..... n° 52

## URBANISME (page 30)

### • Littoral

Stations d'épuration et urbanisation en continuité ..... n° 53

### • Permis de construire

Voisinage d'un monument historique : le cas du stade de Lille ..... n° 54

Le recours à la responsabilité civile pour récupérer des taxes ou participations éludées ..... n° 55

## PRATIQUES (page 33)

Les modifications de la composition des groupements entre les candidatures et les offres ..... n° 3

La rédaction attire l'attention plus particulière des lecteurs sur l'importance des articles dont le titre est précédé d'un filet

# Index

## Agriculture

Loi d'orientation agricole ..... alerte 6

## Collectivités territoriales

Services publics ..... comm. 37

## Commune

Maire ..... comm. 38

## Concurrence

Professions libérales ..... étude 5

## Contrat

Classification ..... étude 6

## Contrats

Marchés ..... comm. 41

## Délégation de service public

Conclusion ..... comm. 39

## Domaine

Critères de la domanialité publique ..... comm. 42

Domaine public maritime ..... comm. 43

## Droit administratif

Droit administratif européen ..... repère 3

## Entreprise publique

Privatisation ..... comm. 52

## Environnement

Classement des sites ..... comm. 44

## Espagne

Domaine et subventions ..... alerte 7

## Fonction publique

Discipline ..... comm. 45

## Jurisdiction administrative

Impartialité ..... comm. 47

## Marché public

Définition ..... étude 6

Passation ..... comm. 40 prat. 3

## Partenariat public-privé

Passation ..... prat. 3

## Police

Armes et munitions ..... comm. 46

## Procédure

Délai ..... comm. 49

Jugement ..... comm. 50

Recours pour excès de pouvoir ..... comm. 48

Tierce-opposition ..... comm. 51

## Urbanisme

Littoral ..... comm. 53

Permis de construire ..... comm. 54 55